

Entre le lys et l'érable

II. Les électeurs centristes

Jean-Herman Guay

(Université de Sherbrooke)

Pierre-Alain Cotnoir

(Coopérative Centre René-Lévesque)

Pierre Drouilly

(Université du Québec à Montréal)

Pierre Noreau

(Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue)

Les auteurs sont membres du Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP). Ce texte est basé sur un exposé fait le 11 juin 1997 devant les IPSO (Intellectuels pour la souveraineté)

Règlement apparent de la question linguistique, épuisement de l'État, rejet des politiciens et méfiance à l'endroit des grands projets de société: tous ces facteurs ont sapé les bases théoriques et politiques du discours souverainiste.

L'effet Charest

Quand on s'y arrête, on comprend combien ces facteurs ont miné l'ardeur des souverainistes les plus convaincus à défendre la souveraineté, à la porter dans leur famille, auprès de leurs amis, dans leur voisinage, dans leur milieu de travail, et ainsi à consolider les strates plus fragiles de l'opinion. Certes, les souverainistes convaincus sont restés fidèles à leurs convictions, ils ont été voter

pour le Bloc, mais ils ne sont plus des propagandistes comme autrefois. En fait, la volatilité des éléments de surface est liée à la fragilisation des profondeurs du mouvement.

Si Charest a eu un tel impact, c'est parce que le mouvement souverainiste vit une crise plus profonde, dont il se rend à peine compte, tout occupé qu'il est à gouverner d'une part et à gérer au jour le jour un mouvement dont les dynamiques d'autrefois n'agissent plus. Si, pour reprendre notre image géologique, la couche d'argile et une large part de la couche de grès se sont désagrégées, ce n'est pas simplement parce que Gilles Duceppe ne crève pas l'écran ou que Jean Charest a une gestuelle habile et un sourire angélique... c'est principalement parce que les moteurs d'autrefois ne tournent plus. Quand plus des trois quarts des électeurs de la strate d'argile et de celle de grès sont d'avis qu'il serait possible de réformer le fédéralisme canadien de manière à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada, il y a un problème pour les souverainistes, que Charest a su habilement exploiter.

La prise qu'a indéniablement eu Charest au milieu de la campagne est proportionnelle à la crise qui affecte lourdement la cause souverainiste. Dans la vie privée, comme dans la vie publique, on est séduit par une tierce personne quand notre couple bat de l'aile. On est d'autant plus sensible à la nouveauté, même momentanément, que le fond de nos convictions est fissuré. Pendant la dernière campagne électorale, Jean Charest a été cette tierce personne. Bien plus, si les journalistes lui ont donné tant d'importance, c'est peut-être parce que le fond faisait défaut. En fait, la séduction qu'a indéniablement exercée le chef conservateur au début de la campagne électorale, était proportionnelle à la faiblesse du discours du camp souverainiste. Et cette faiblesse est la conséquence des fissures qui traversent les convictions souverainistes.

Les souverainistes doivent trouver d'autres moteurs, un autre argumentaire. Sur quelles bases reconstruire et relancer la lutte souverainiste? Que faire? Où faut-il agir? Procédons par élimination.

Les facteurs socio-économiques

Pendant longtemps, l'analyse de l'opinion publique s'est arrêtée à travailler les caractéristiques socio-économiques (sexe, âge, éducation, revenu, etc.); les femmes, les gens âgés, les personnes moins scolarisés et celles détenant ou bien un revenu très élevé ou bien très bas présentaient un penchant à l'endroit des thèses fédéralistes; les souverainistes présentaient les caractéristiques inverses. Au fil des années quatre-vingt, ces variables ont perdu de leur capacité d'expliquer le vote. Les oppositions traditionnelles ne jouent plus ou si peu. Femmes et hommes ont maintenant des opinions très similaires, une portion des plus de cinquante ans appuie désormais la cause souverainiste. Quant aux revenus et à la scolarité, leurs effets sont là mais moins nets, du moins depuis qu'une bourgeoisie francophone s'est constituée solidement.

En fait, il ne reste que la langue. Mais une fois qu'on a fait le constat que les anglophones et allophones sont quasi unanimement contre la souveraineté, on a tout dit et rien dit, sinon qu'il faut convaincre des francophones!

On ne peut donc aujourd'hui aussi clairement que jadis, cibler des tranches de l'électorat sur la base des caractéristiques socio-économiques. Que reste-t-il alors? L'opinion publique est une galaxie d'une extrême complexité, et il faut en connaître tous les éléments pour pouvoir agir sur elle. Les analyses simplistes ne fournissent pas d'outils d'action. Il faut au contraire segmenter l'opinion publique selon ses attitudes politiques.

Souverainistes, fédéralistes et centristes

Dans un premier temps, il faut dépasser le niveau élémentaire qui consiste à simplement demander aux électeurs s'ils voteraient OUI ou NON dans un prochain référendum. Quand on propose aux répondants quatre options constitutionnelles — l'indépendance, la souveraineté-association (ou partenariat), le statut particulier (fédéralisme renouvelé) et le statu quo — et qu'on leur demande d'indiquer leur degré d'appui à chacune de celles-ci, l'analyse permet de mesurer, au-delà des intentions de vote déclarées, les attitudes politiques sous-jacentes, et de distinguer les fédéralistes, les souverainistes et les centristes. Evidemment, les fédéralistes et les souverainistes constituent les noyaux les plus stables des électorats libéraux et péquistes, mais le but de la démarche consiste surtout à comprendre le comportement électoral des centristes.

Ce qui éloigne les centristes des souverainistes est de nature politique, et se réduit pour l'essentiel à la crainte de "sortir du Canada": cette crainte n'a pas toujours un fondement rationnel, et elle a souvent une base psychosociale. Ce qui, par contre, rapproche les centristes des souverainistes, est de nature identitaire, et peut se résumer par le sentiment d'appartenance amenant les francophones à considérer le Québec comme lieu d'expression de leur peuple et de leur nation ("nous"), tandis que le Canada est perçu principalement comme un cadre politique rassurant.

Pour les souverainistes, il s'agit évidemment d'amener le groupe des centristes à les rejoindre. Pour y arriver, il faut qu'ils puissent faire disparaître la crainte ou le rejet inspirés par l'idée de rupture tout en amplifiant et en renforçant le sentiment d'appartenance et d'identité.

Les électeurs centristes

Les centristes sont des électeurs parmi les moins bien informés, suivant très peu l'actualité politique. Une série d'analyses nous a aussi permis de remarquer que les gens qui occupent le centre de l'électorat vivent souvent des situations de fragilité et d'exclusion sociale générant un plus fort sentiment de solitude, de

précarité, une faible estime de soi et une perception plutôt négative de leur milieu. On comprend alors mieux comment se combinent ainsi une série de facteurs qui viennent colorer la façon de recevoir les messages politiques.

Ces éléments sont solidaires: on constate qu'un fort sentiment de solitude sociale induit une faible estime de soi, une détérioration de la perception de son entourage et une dégradation de l'appréciation du milieu en regard de soi. Cela accroît la vulnérabilité à des arguments de peur et repose, somme toute, sur une vulnérabilité beaucoup plus générale des personnes vis-à-vis de leur propre intégration sociale: l'individu doute de ses propres capacités d'améliorer sa situation, évite les conflits afin de réduire son anxiété et est porté à adopter l'opinion majoritaire ou perçue comme telle. C'est ce que l'on appelle "la spirale du silence".

La conséquence est toute simple: la vie politique comme lieu d'échanges conflictuels sur le destin de la collectivité n'a pas de sens pour eux; elle se situe ou bien en périphérie de leur existence ou pire encore, hors de celle-ci. Lorsqu'il y a une discussion politique ils ont tendance à se taire et à se retirer.

Les électeurs centristes, s'ils perçoivent peu de différences entre Canadiens et Québécois, se considèrent néanmoins plus Québécois que Canadiens. Ce qui distingue surtout les électeurs centristes, c'est leur mode d'appartenance sociale: ils ne sont pas des tenants de l'ordre et de la loi, ils n'accrochent pas aux grands symboles nationaux, et ils sont par ailleurs très fonctionnels ou pragmatiques. Pour schématiser, ce sont des personnes peu doctrinaires (ni fédéralistes, ni souverainistes), pragmatiques, dont le sentiment d'appartenance à un groupe est davantage lié aux bénéfices matériels qu'ils en retirent. Il en découle que ces personnes changent plus facilement d'idée.

Les centristes ne sont pas "indécis" au sens où on l'est lorsqu'on hésite entre deux choix parce qu'on a de la difficulté à évaluer clairement les avantages et les inconvénients des différentes options. Dans les sondages ils expriment leurs opinions, mais celles-ci changent facilement d'une option à l'autre en quelques mois au gré des événements. Au moment du choix final, ils se rabattent souvent sur le choix le moins engageant et le plus rassurant (le statu quo), par prudence (ou par crainte) et en conformité avec l'opinion perçue comme majoritaire: on peut évaluer qu'ils composent de 20 à 25% de l'électorat.

Des comportements erratiques

Une bonne partie d'entre eux a opté pour le rejet des ententes de Charlottetown en 1992 (le projet proposé comportait trop de risques et "à ce prix-là c'était NON!"), et appuyé le Bloc québécois en 1993 (il s'agissait d'envoyer une équipe pour "défendre les intérêts du Québec à Ottawa"). En 1994, ils ont appuyé mollement le Parti québécois, mais en 1995 le camp du OUI en a sans doute rallié une forte proportion, et c'est ce qui explique le niveau de 49,4 % atteint. En

1997, ils ont en bonne partie boudé le Bloc québécois et ont été attirés par le chant des sirènes de Jean Charest, qui promettait de nouveau une chimérique réforme du fédéralisme, aussi nébuleuse qu'improbable.

Les caractéristiques psychologiques permettent de comprendre le comportement des électeurs centristes: ils ont peu de mémoire politique, leur vote ne repose pas sur un ensemble défini d'arguments précis, ils ont tendance à analyser les enjeux politiques à l'aide de catégories non politiques. Ils sont les cibles désignées du discours démagogique et populiste.

À la lumière de ces considérations, le discours des deux camps revêt donc une signification plus profonde. Pour convaincre un centriste, les souverainistes doivent continuellement le rassurer: maintien de la monnaie, de la citoyenneté canadienne, du passeport, du marché canadien, des ententes internationales, etc.: le "business as usual". Tout ce discours sur la continuité, le partenariat — qui hérissé pourtant les indépendantistes de la première heure — a pour objectif de séduire les centristes fonctionnels qui craignent de voir leur revenus ou leur situation compromise par des projets de société qu'ils ne chérissent pas. À l'inverse, les fédéralistes jouent sur la rupture, la coupure, la séparation, le chaos, le désordre, tout pour énerver les fonctionnels, à l'estime de soi fragile, du centre de l'électorat. Les campagnes publicitaires des différents camps montrent indubitablement l'existence et l'efficacité de ces variables psychosociales sous-jacentes à tout message politique, et montrent que les stratèges des deux camps connaissent bien la texture de ces attitudes.

Mais si ces variables psychologiques permettent de comprendre le vote des centristes, elles ont cependant une portée pratique limitée pour l'acteur politique. Le discours politique peut (et doit) reconnaître et épouser les formes de l'affect, mais il n'a pas pour autant une fonction thérapeutique à leur endroit. De la tribune politique on ne peut rassurer les inquiets, consoler les esseulés, ni valoriser ceux qui ont une estime réduite d'eux-mêmes. On peut cependant développer un nouveau "consensus des arguments" qui alimentera les plus convaincus et dynamisera les "raisons du cœur".

Demain: un nécessaire recadrage